

Maghreb et Méditerranée

A l'épreuve du « Printemps arabe »

Les 23 et 24 mai 2008, le Haut Commissariat au Plan du Maroc (HCP) organisait à Skhirat un forum international sur « le Maghreb 2030 dans son environnement euro-méditerranéen et dans la perspective de l'Union pour la Méditerranée ». Ce forum avait été conçu pour situer les perspectives du Maroc avant la conférence fondatrice de l'Union pour la Méditerranée qui s'est tenue à Paris le 13 juillet 2008. Des personnalités appartenant à des institutions prestigieuses avaient été invitées dont, en particulier, l'Institut français des relations internationales, l'Institut de la Méditerranée de Marseille, l'Université Antonio de Nebrija de Madrid, l'Institut royal des études internationales Elcano de Madrid, l'Institut européen de la Méditerranée de Barcelone.

Une année auparavant, l'auteur (qui avait ensuite participé au forum de 2008 du HCP) avait été invité par la revue *Géoéconomie* (1) à exposer ses réflexions sur les options de la géopolitique du Maghreb et de la Méditerranée. Cette revue avait rassemblé diverses contributions autour de la question « Quelle union méditerranéenne ? » *Critique économique* a suggéré à l'auteur de republier cet article en actualisant ses réflexions avec le recul de ces quelques années qui ont, à la fois modifié le paysage politique de la Méditerranée et laissé ouvertes la plupart des grandes questions que l'on pouvait alors se poser. L'auteur s'est proposé d'accepter ce défi en reprenant son texte de l'époque et en y ajoutant, dans une graphie différente, des commentaires qui prennent en compte les effets sur ses réflexions des événements majeurs qui ont, depuis, affecté l'aire euro-méditerranéenne.

En 2007, la perception que l'on avait de la construction du Maghreb et de la régionalisation politique et économique de la Méditerranée se fondait sur le constat que chacune avait ses logiques propres, mais qu'en même temps elles avaient des interactions extrêmement fortes. Ces interactions résultent de l'histoire, des complémentarités économiques et des relations entre les populations. Elles se compliquent avec les interférences complexes des pays du Maghreb avec l'Union européenne, avec le monde arabe, avec l'Afrique, avec les pays émergents de la mondialisation. Les questionnements qui en résultent sont, aujourd'hui comme il y a quelques années, déterminants des réflexions qui peuvent être faites sur le futur du Maghreb dans son environnement régional méditerranéen. C'est à un tel survol que conviait cet article il y a cinq ans.

Grigori Lazarev

(g.lazarev@agora.it)

(1) Grigori Lazarev, « Maghreb Méditerranée, quelques questionnements sur les options de la géopolitique », in *Géoéconomie*, n° 42, été 2007, « Quelle union méditerranéenne ? » Ces réflexions avaient été notamment élaborées sur la base des communications et débats d'un forum sur la Géopolitique, organisé en 2006 par le Haut Commissariat au Plan dans le cadre de ses travaux sur la prospective Maroc 2030. Les auteurs des communications retrouveront beaucoup de leurs idées dont l'auteur espère avoir restitué la richesse.

Il s'est passé beaucoup de choses depuis ce survol de 2007. Parmi les plus marquantes pour la Méditerranée, on doit surtout mentionner le tournant politique en Irak et en Afghanistan avec la fin de l'ère Bush junior, et, à sa suite, l'enterrement de l'irréalisable projet politique du Grand Moyen-Orient. L'initiative française, durant la présidence européenne de N. Sarkozy, y avait substitué l'option de l'Union pour la Méditerranée, qui ne devait pas avoir davantage de succès, mais qui fut l'occasion de rencontres médiatiques inusuelles. La Conférence de Barcelone qui, en 2008, commémorait les dix ans de Partenariat euro-méditerranéen (Barcelone + 10) ne put, pour sa part, que constater ses faibles résultats. Lors de sa tenue, cette conférence avait détourné les débats des questions économiques, sociales et environnementales vers les questions conflictuelles de l'émigration et de la sécurité. Aucun progrès n'avait non plus été fait dans les zones de tension, sinon des durcissements et des reculs : blocage du processus de négociation entre la Palestine et Israël avec, au contraire, une relance de la colonisation israélienne et un affaiblissement palestinien en raison du conflit interne entre l'OLP et le Hamas de Gaza ; en Irak, une transition démocratique encore mal maîtrisée, tandis qu'en Afghanistan, les Taliban reprenaient l'avantage dans de nombreuses régions ; au Maghreb, aucune évolution des rapports entre le Maroc et l'Algérie sur la question des provinces sahariennes, malgré la proposition marocaine d'une large autonomie de ces provinces ; apparition, en revanche, d'une nouvelle menace d'Al Qaida qui créait de nouvelles zones d'insécurité dans les régions sahariennes de l'Algérie, de Mauritanie, du Mali et du Niger ; autre blocage, enfin, celui de la négociation entre l'Europe et la Turquie sur l'adhésion de cette dernière à l'Union européenne. Sur tout ce fond de géopolitique se sont greffés les effets de la crise financière de 2008, qui ont notamment accru les difficultés des pays méditerranéens importateurs ou augmenté la rente pétrolière d'autres États.

C'est dans ce contexte lourd des années 2008 à 2010 qu'est survenue la force de changement la plus inattendue, celle de ce que l'on a appelé le Printemps arabe. Nous y reviendrons, car peu d'événements ont, au cours des dernières décennies, autant transformé le contexte politique de la rive sud de la Méditerranée. Peu d'événements ont également associé autant d'espoirs que de doutes sur les chances de la démocratie. Mais peu aussi ont jeté autant de nouvelles bases pour d'autres visions du futur, une fois dépassées les inévitables convulsions et contradictions des périodes de transition.

Le Maghreb, une construction difficile

Les trois pays du Maghreb ont formellement constitué l'Union du Maghreb Arabe. Cette union a depuis été élargie à la Libye et à la Mauritanie pour former le Grand Maghreb. L'UMA est une construction encore largement virtuelle, en dépit des quelques accords qui ont été passés et de l'élaboration de quelques plans sectoriels. Son existence effective est bloquée

depuis de longues années principalement par le différend entre l'Algérie et le Maroc à propos des provinces sahariennes. On ne voit pas, à court terme, d'évolution prévisible du système politique algérien qui permettrait de reposer ce problème sur la base réaliste d'une large autonomie régionale proposée par le Maroc. Ce problème, qui ne devrait plus être d'actualité depuis longtemps, bloque tous les efforts d'intégration. La fermeture de la frontière pénalise les deux pays et s'oppose en particulier à une reprise des échanges qui serait profitable aux deux pays, notamment pour les produits agricoles marocains que l'Algérie importe d'Europe.

Mais la construction de cet ensemble régional se heurte aussi aux effets de tendance de fond qui en affaiblissent les partenaires. Pendant longtemps, en effet, les pays du Maghreb ont souffert d'un déficit de légitimité politique, le sécuritaire ayant prévalu sur la démocratisation. Des progrès ont été faits, mais ils demeurent largement asymétriques, la démocratisation au Maroc contrastant avec le régime autoritaire de la Tunisie et avec la transition très lente du système dominé par l'armée en Algérie. Ce déficit de crédibilité a pour pendant un déficit d'identification des populations avec la construction maghrébine. La lenteur du décollage économique est aussi une tendance lourde du pays. Seule la Tunisie commence à émerger après des années de faible croissance, comme en Algérie et au Maroc. Cette situation s'est notamment traduite par une dépendance alimentaire croissante, qui atteint des records en Algérie.

Les modèles de l'industrialisation en Algérie et de l'import-substitution au Maroc ont largement échoué. La Tunisie, par contre, a su se reconvertir grâce au tourisme, aux services et à un développement de ses PME. Son PIB par habitant, qui était le même que celui du Maroc en 1955, lui est très supérieur aujourd'hui (2). Dans les trois pays, le niveau de vie a longtemps stagné, et la pauvreté reste encore très importante au Maroc et en Algérie. L'émigration a joué un rôle majeur dans l'équilibre des budgets familiaux. Les économies maghrébines sont, en outre, très dépendantes de la contrainte extérieure, qu'il s'agisse du tourisme, de l'énergie ou de l'alimentation. Le Maghreb a, par contre, réussi sa transition démographique. Dans les années 70, on imaginait l'Afrique du Nord en 2000 avec une population de 140 millions d'habitants. Aujourd'hui, elle est de l'ordre de 70 millions.

Mais la carence la plus grave semble avoir été l'absence de projet mobilisateur de la société, à la différence de ce qui s'est passé, par exemple, en Malaisie, en Corée ou au Chili. Ce déficit, qui s'est accompagné d'inégalités particulièrement fortes, est pour beaucoup dans la percée des mouvements islamistes qui proposent une alternative politique utopique mais convaincante. La violence qui en a souvent découlé, de façon plus ou moins intense, a été instrumentalisée pour renforcer le sécuritaire et pour affirmer une politique extérieure conçue autour de l'idée de barrage contre l'islamisme. L'effet combiné de toutes ces tendances se constate dans la faiblesse des investissements directs étrangers (IDE) et dans un manque d'attractivité pour les entreprises et les

(2) PIB par habitant (en 2004) : Libye, 4 500 \$, Tunisie, 2 300 \$, Algérie, 2 000 \$, Maroc, 1 400 \$, Mauritanie, 450 \$. Le PIB de l'UMA est de 160 milliards de dollars pour 85 millions d'habitants. Il est égal à celui de la Grèce (11 millions d'habitants).

capitaux extérieurs. Des renversements de tendance commencent à apparaître, mais ils n'effacent pas le déficit cumulé de longues années de fuite des capitaux nationaux. La complexité des procédures d'investissement et les effets d'un long protectionnisme ont constitué des freins importants lorsque le Maghreb a commencé à s'ouvrir sur le marché mondial.

Le projet maghrébin est donc largement en panne, à un moment de l'histoire où le renforcement des unions régionales devient capital pour une insertion positive dans la mondialisation. Le Maghreb est à cet égard resté très dépendant de l'Europe, mais les trois pays qui le composent ont été particulièrement affectés par la construction européenne qui les a relégués de l'autre côté d'une « frontière », aujourd'hui encore renforcée au nom du « sécuritaire ». Devant ces difficultés, le renforcement de la capacité de négociation avec l'UE devrait être un puissant mobile pour renouer les liens intermaghrébins et pour définir des attitudes communes. Or, loin de faire front commun, les pays du Maghreb se concurrencent pour s'associer à l'Europe. La formule dite 5+3 (une contraction sur le seul Maghreb du dialogue 5+5 qui comprend les 5 pays européens de la Méditerranée occidentale et les 5 pays du Grand Maghreb) ne débouche actuellement que sur des accords bilatéraux et ne fait qu'encourager cette concurrence. Il en est de même du programme de voisinage de l'UE. Ce contexte ne favorise guère le rapprochement des pays du Maghreb, et on ne voit pas de ruptures possibles dans les prochaines années. Le seul espoir est dans le changement de génération, avec une jeunesse qui se heurte aux portes de l'Europe et qui, sortie de l'illusion islamique, pourrait rechercher de nouvelles voies, sans les inhibitions de ses aînés. La diaspora maghrébine et les cerveaux émigrés pourraient aussi peser dans la balance.

Le dernier message de ce texte, celui d'une confiance dans la jeunesse, s'est révélé particulièrement juste. Mais sa vérité est survenue de façon inattendue, avec le sacrifice à Sidi Bouzid en Tunisie d'un obscur vendeur de rue, un sacrifice qui a été à l'origine de ce que les médias ont vite appelé le "printemps arabe". Des dictateurs sont tombés en Tunisie, en Égypte et en Libye. D'autres ont tremblé à Bahreïn, en Algérie, en Arabie. Des flots d'argent y ont momentanément calmé les revendications sociales. Le Maroc n'y a pas échappé, mais sa lente et constante marche vers la démocratie lui a permis de faire d'autres progrès constitutionnels, quelles que puissent en être encore les insuffisances. En Syrie, le dictateur n'est pas encore tombé, mais les forces de la contestation le provoquent avec un courage exemplaire, inscrivant sa chute dans les nécessités de l'histoire.

Les pays les plus puissants de l'Europe et les États-Unis ont soudainement découvert les erreurs de leurs politiques. Le soutien inconditionnel qu'ils avaient accordé aux dictateurs, au nom de la lutte contre un péril islamique et terroriste, n'avait été que le soutien à des régimes qui en prenaient prétexte pour refuser la démocratisation. Depuis, leurs instituts d'études politiques ne cessent d'essayer de comprendre ce que l'on n'avait pas compris. Mais leur interrogation est surtout de se demander: que devons-nous faire aujourd'hui (3)?

(3) Par exemple, ce symposium de l'Istituto Affari Internazionali de Rome, *Re-thinking Western Policies In Light of the Arab Uprising. Report of the Transatlantic Security Rome*, novembre 2011.

Le « Printemps arabe » a été une révolution réellement démocratique. Les pays occidentaux s'interrogent aujourd'hui sur ses conséquences immédiates. Devant la prééminence politique des mouvements islamiques, ils clament déjà la trahison, les médias ayant déjà forgé l'expression "automne arabe". C'était ne pas comprendre les fondements d'une contestation qui n'eut, durant de trop longues années, pour exprimer son opposition que la référence aux racines religieuses de la société. Certes, des mouvances politiques surent en drainer les colères, souvent en s'inspirant de messages qui étaient étrangers aux cultures authentiquement nationales. Mais ces messages étaient partagés et ils étaient porteurs d'un espoir de renouveau.

L'Occident a du mal à comprendre que ce passage par les mouvements politiques islamistes ne pouvait être que l'une des étapes d'un long processus de démocratisation d'autant plus long et difficile que la privation des droits individuels avait trop longtemps duré. Des nouvelles mouvances politiques, fortement marquées par leur référence à l'Islam, accèdent aujourd'hui au pouvoir en Tunisie, en Libye, en Égypte, au Maroc. A elles de démontrer qu'au-delà de quelques symboles culturels (et, malheureusement, parfois, du postulat de la condition inférieure de la femme), elles sont capables d'affirmer la primauté de la démocratie, de mettre effectivement en œuvre leurs programmes de justice sociale et de progrès économique. Leur réussite sera celle de la démocratie. Leur échec ne sera que le ferment de nouvelles contestations qui lutteront, dans des cadres politiques qu'elles inventeront, pour la poursuite de processus démocratiques qui ne ressembleront à rien de ce que les politologues occidentaux peuvent imaginer(4). Le "printemps arabe" n'est pas terminé. Il ne fait que commencer, mais la saison des fleurs sera, cette fois, un peu longue à survenir.

(4) Les manifestations à Casablanca, en mai 2012, de forces de gauche, pour cette fois réunifiées et occupant les rues indépendamment des mouvances islamiques, ne seraient-elles pas un premier indicateur de cette "fermentation" et d'une recomposition du paysage politique?

La Méditerranée, espace de rencontre ou de séparation ?

La Méditerranée est un ensemble régional de fait, constitué de vingt-deux pays, dont certains sont membres de l'UE et d'autres sont en voie de développement ou "émergents". Elle constitue une région stratégique qui vit intensément les évolutions économiques et géopolitiques du monde. Cet ensemble a été et est encore confronté à des conflits politiques internes et externes qui rendent difficile le fonctionnement des institutions démocratiques et des mécanismes de l'économie sociale de marché. Ces conflits, réels ou latents, entre nations demeurent une source d'instabilité politique. Il suffit de mentionner les relations d'Israël avec l'Autorité palestinienne, avec la Jordanie et l'Égypte ou encore avec le Liban et la Syrie; celles entre l'Algérie et le Maroc au sujet des provinces sahariennes, le partage de Chypre et les relations gréco turques et même les problèmes potentiels des enclaves espagnoles au Maroc et de la situation anachronique de Gibraltar. La Méditerranée est actuellement écartelée entre le Nord et le Sud et entre l'Ouest et l'Est.

Le processus d'élargissement de l'UE est, cependant, en train de créer une nouvelle tendance à la stabilité politique dans la zone. Chypre, Malte, la Slovaquie ou la Turquie ont déjà clairement opté pour l'UE. Les Balkans en général commencent à voir dans l'UE le point d'ancrage pour leurs nouvelles démocraties. Le Maroc et la Tunisie voient dans leurs accords avec l'UE le chemin de la modernisation. L'Algérie et la Libye retrouvent avec la hausse des prix énergétiques de nouvelles raisons de se rapprocher du grand marché de l'UE. Lentement, la conflictualité de la Méditerranée semble se concentrer autour du règlement de la question israélo-palestinienne, dont les perspectives sont encore plus aléatoires avec la dégradation de la situation politique dans plusieurs pays du Moyen-Orient. A plus long terme, la paix et la stabilité pourraient cependant être stimulées et garanties par un rapprochement conjoint avec l'UE.

Quelques années plus tard, ce jugement optimiste sur le rôle stabilisateur que pouvait jouer l'Union européenne semble loin des réalités. La crise économique de 2008 est passée par là, et ses conséquences fragilisent aujourd'hui l'ensemble de l'Union. Avec la crise grecque et ses risques de contagion en Espagne et en Italie, la question de l'année 2012 est celle de la survie de la monnaie unique et celle de la cohésion même de l'Union.

Au Moyen-Orient, la situation s'est dégradée. Les ambitions régionales de l'Iran ramènent le monde musulman de cette région à l'antique «fitna» qui opposait les chiïtes et les sunnites. Une mouvance politique influencée par ce pays dessine aujourd'hui un vaste espace idéologique où confluent la part la plus importante de l'Irak, le Hezbollah du Liban, le Hamas de Palestine, d'importants courants en Syrie, de fortes concentrations humaines en Arabie orientale, en Jordanie, dans des pays du Golfe. La mouvance opposée qui, dans la Ligue arabe, s'appuyait sur des régimes autoritaires, ressent les secousses des révoltes récentes et en est d'autant fragilisée. Ces lignes de force et de faiblesse laissent un champ libre au radicalisme israélien, qui se ferme à toutes les négociations. Anachronique résurrection des temps ottomans, la Turquie devient le champion de la cause sunnite.

L'Union européenne a eu, dans ce jeu, un poids politique de moins en moins décisif. Même soutenue par la puissance américaine, elle ne parvient pas à faire céder l'Iran sur son programme nucléaire. Son influence sur le processus de paix en Palestine est ignorée par l'arrogante droite israélienne. Après plusieurs mois, elle n'a encore obtenu aucun résultat pour faire cesser les massacres en Syrie. La Libye a été son seul succès, mais elle n'en maîtrise aucune des conséquences. L'Union européenne n'est pas, dans cette phase de l'histoire, un moteur de stabilisation en Méditerranée. Elle n'est que le spectateur de ses multiples fractures. L'Occident avait pourtant d'autres ambitions en Méditerranée, comme le rappelle l'analyse que l'on pouvait faire en 2007.

Au tournant du siècle, deux grands projets politiques, venus de l'extérieur, à la fois concurrents et complémentaires, se proposaient de remodeler la géopolitique régionale, le Partenariat euro-méditerranéen, que l'on examine un peu plus loin, et le Grand Moyen-Orient d'inspiration américaine.

Le Grand Moyen-Orient, imaginé par l'administration Bush, avait un objectif différent de celui avancé par le Partenariat euro-méditerranéen. Il avait pour ambition de démocratiser l'ensemble de l'espace entre le Maroc et le Pakistan et de lui permettre ainsi de mieux s'insérer dans l'économie de marché. Pour le moment (en 2007), ce projet appartient surtout au domaine du discours et de la pression politique ostensible. C'est un instrument complémentaire de la guerre contre le terrorisme. Il a suscité un certain intérêt dans les milieux réformistes, mais il a aussi provoqué de fortes réactions nationalistes. L'évolution de moins en moins contrôlée de la situation politique en Irak semble, cependant, avoir rejeté ce projet dans les archives de l'histoire récente. De plus, la conjoncture pétrolière, qui a permis aux pays pétroliers d'accumuler quelque 400 milliards de dollars en cinq ans (à la date de 2006), n'a pas été de nature à inciter ces pays à s'engager dans la démocratisation préconisée par le projet américain et qui pourrait les déstabiliser. Au contraire, les initiatives récentes de l'Arabie saoudite semblent montrer clairement une volonté de règlement des conflits en dehors du schéma imaginé par les États-Unis. Plusieurs pays arabes non pétroliers bénéficient indirectement de la manne pétrolière au travers des investissements immobiliers et boursiers réalisés chez eux.

Alors que souvent l'Union européenne apparaît comme un recours, les États-Unis suscitent d'intenses sentiments contradictoires d'opposition et de fascination. Le projet de démocratisation qui repose sur un rôle croissant des sociétés civiles risque de déstabiliser les régimes autoritaires alliés des États-Unis au profit des différentes formes de nationalisme anti-américain. Le postulat qu'une démocratisation de la région ferait naturellement émerger de nouveaux régimes favorables aux intérêts américains apparaît pour le moins contestable, à moins de considérer que le vrai critère de démocratisation soit l'alignement sur la politique américaine. Les effets de cette politique sont cependant loin de correspondre aux attentes de ses promoteurs. En Irak, en Égypte, dans les territoires palestiniens, ces processus ont au contraire mis en avant des formations à base religieuse dont les idéologies ne s'accordent pas aux concepts de démocratie libérale souhaités par les États-Unis. Ils n'en reste pas moins que les accords de libre-échange constituent une base économique que les pays signataires ne pourront plus ignorer. Les prochaines années montreront si ces pays sont finalement gagnants ou perdants. L'un de leurs effets les plus certains concerne les incompatibilités qui vont être mises en évidence lors des négociations bilatérales avec l'UE.

Les années qui ont suivi la rédaction de ce texte n'ont fait que confirmer l'échec du projet de Grand Moyen-Orient. L'élection d'un président démocrate en 2008 l'a définitivement relégué dans les archives de l'histoire. Les révoltes arabes ont, de plus, considérablement affaibli le poids politique des États-Unis, qui doivent aujourd'hui repenser leur stratégie et leur diplomatie, en particulier en Égypte. Aucune ligne claire ne se dégage cependant, l'Administration semble être passée d'une situation proactive à une situation réactive. L'impuissance américaine est manifeste dans les rapports avec l'Iran, la Syrie, le Pakistan, ou

sur la question palestinienne. L'heure est au désengagement militaire en Irak et en Afghanistan. L'une des plus importantes mesures politiques a été celle, interne, d'une marche forcée pour regagner une indépendance énergétique et ne plus dépendre du Moyen-Orient (nouveaux forages en mer, exploitation des schistes bitumineux, énergies renouvelables). Les États-Unis n'en restent pas moins engagés pour la protection du Golfe, dont dépend la plus grande partie de l'économie mondiale.

L'Euro-Méditerranée et le partenariat euro-méditerranéen

Le Partenariat euro-méditerranéen a été idéalement conçu comme un partenariat économique, politique et sociétal entre l'Europe et douze pays du sud et l'est de la Méditerranée. Cet accord qui avait porté beaucoup d'espoirs lorsqu'il fut lancé en 1995 à Barcelone, dans la dynamique du processus de paix au Moyen-Orient, est aujourd'hui (2007) en crise. Plus que jamais en effet, il est menacé par les événements du Moyen-Orient – sans parler d'autres conflits qui perdurent ailleurs. Le conflit palestinien met aux prises deux parties associées à l'Union européenne. Dans le même temps, l'intervention américaine en Irak a souligné les limites politiques du processus de Barcelone, qui se confondent avec l'impuissance politique de l'Europe. Le projet de Pacte de stabilité euro méditerranéen, qui devait être examiné lors de la conférence de Marseille en novembre 2000, semble désormais renvoyé à un horizon bien lointain. Ces malaises ont été incontestablement exacerbés par les situations créées par l'intensification du terrorisme des organisations islamistes extrémistes. Le problème sécuritaire a été placé au premier rang des préoccupations politiques de l'Europe. Il ne fait pas de doute qu'il est loin de favoriser l'ouverture de réflexions nouvelles sur la mobilité des personnes et sur de nouvelles approches des politiques migratoires.

Mais ce n'est pas seulement dans le champ politique et sous l'effet d'une conjoncture internationale défavorable que le Partenariat euro-méditerranéen s'avère défaillant. Globalement, il a beaucoup déçu, malgré la signature de la plupart des conventions d'association avec les pays partenaires. Au fil des rencontres, les responsables n'ont cessé de déplorer l'inefficacité du processus de Barcelone, la lenteur et la modestie de ses réalisations et, surtout, l'extrême pauvreté de ses perspectives en matière d'organisation de l'espace humain méditerranéen. La politique européenne n'a pas servi d'ancrage pour les réformes structurelles nécessaires à une croissance équilibrée dans le Sud méditerranéen; elle a manqué d'ouverture commerciale compensatoire, et les contributions financières ont été assez peu significatives. L'UE s'en est expliquée par un agenda très chargé d'approfondissement (euro) et d'élargissement (Europe de l'Est), et ce n'est que récemment qu'un renouveau d'intérêt s'est à nouveau manifesté, autour de la problématique des relations de bon voisinage. C'est ainsi une double crise, tenant à des facteurs internes et externes, qui affecte aujourd'hui le processus de Barcelone. Sa refonte est plus que jamais

à l'ordre du jour. Elle était, en 2007, confrontée à deux grandes options, l'option "européocentriste" et l'option du partenariat euro-méditerranéen.

Cinq années plus tard, le jugement aurait été probablement le même. Mais entre-temps, le partenariat, dont la Convention de Barcelone s'était faite le vecteur, était entré, avec la création, concurrente, de l'Union pour la Méditerranée, dans une confusion absolue des rôles et des compétences. Y a-t-il même aujourd'hui un pilote dans les institutions de l'Euro-Méditerranée? Les deux options qui s'offraient en 2007 à la géopolitique de la Méditerranée sont plus que jamais d'actualité – mais avec un poids spécifique de plus en plus lourd de la première option.

L'option européocentriste

Les rapports entre l'Europe et la Méditerranée pèsent lourdement, au Nord comme au Sud, sur l'avenir des sociétés. Le voisinage avec le monde arabo-musulman pose à l'Europe un dilemme. Il l'invite à choisir entre deux modèles fondamentalement différents du projet européen : ou bien construire une forteresse de prospérité, une sorte de grande Suisse continentale repliée sur son patrimoine humain, économique et culturel, protégée de l'afflux des populations du Sud et des menaces supposées de l'Orient musulman par des barrières supposées infranchissables ; ou bien, à l'opposé, revenir au pari d'une "Europe sans rivages", proposée dès 1954 par François Perroux, préfigurant une autre organisation du monde, qui intégrerait réellement ces pays dans une prospérité commune avec l'Europe.

La politique actuelle de l'UE est celle du « voisinage », et son souci, peu dissimulé, est d'assurer une stabilité de fait au sud de l'Union européenne. Cette politique maintient la formule actuelle, consacrée par le Partenariat euro-méditerranéen, d'une séparation entre espace économique et espace humain. Son objectif essentiel est en effet d'intégrer les économies du sud de la Méditerranée à l'économie européenne à travers une zone de libre-échange à laquelle l'UE, maîtresse du jeu, associe des "conditionnalités". Mais au nom de l'identité de l'Europe et de la sécurité de ses frontières, cet objectif se combine en fait avec une ségrégation de l'espace humain méditerranéen, plus ou moins tempérée par le dialogue culturel et civil et par la volonté de l'Union européenne de faire partager ses valeurs aux voisins. La construction d'un espace de valeurs communes que se propose idéalement le Partenariat n'est pas concevable sans la constitution d'un espace humain commun. La force du projet européen est d'avoir mis la politique du possible et des petits pas au service d'une utopie ambitieuse formulée, il y a plusieurs décennies, autour de « l'esprit européen ». C'est cette utopie fondatrice qui manque au système de Barcelone comme à la politique de voisinage : l'un et l'autre n'offrent, en matière d'organisation de l'espace humain méditerranéen, d'autre horizon qu'une idée de « voisinage » peu mobilisatrice, ignorant l'intégration et postulant l'existence de différences culturelles irréductibles.

(5) La montée en puissance des partis extrémistes de droite, xénophobes et fascisants, est impressionnante : le Parti du Peuple danois, FPÖ et BZÖ autrichiens, les Vrais Finlandais, le Parti du Progrès norvégien, le Vlaams Belang des Flamands belges, Droit et Justice en Pologne, Ataka en Bulgarie, les Démocrates en Suède, la Ligue du Nord en Italie, l'Union Démocratique du Centre en Suisse, Nieuw Rechts aux Pays-Bas et, bien sûr, le Front national en France. Ces forces sont au pouvoir en Hongrie. Au moment où nous écrivons, fin mai 2012, de tristes nouvelles nous parviennent de Grèce où un parti néo-nazi détourne la colère sociale d'une population exsangue vers des pogroms racistes contre les émigrés.

(6) L'ouvrage de référence sur ces projections est celui du journaliste américain Christopher Caldwell, *une Révolution sous nos yeux. Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe* (cité dans le *Monde* du 26 mai 2012).

(7) *Le Monde* du 26 mai 2012. « Sur la démographie au Maghreb », Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Rendez-vous des civilisations*, Paris, le Seuil, 2007. Y. Courbage fut l'un des invités des forums organisés au Maroc par le HCP, dans le cadre des réflexions sur la Prospective Maroc 2030.

Quelques années plus tard, la vision "européocentriste" de la Méditerranée semble être devenue un modèle politique de plus en plus envahissant : la Méditerranée est une frontière. Sa fermeture doit protéger une Europe aux racines chrétiennes d'un "choc de civilisations" sur son propre territoire – une fortune exceptionnelle pour les thèses de Samuel Huntington. Le problème des sociétés européennes tend, sous diverses pressions, à être formulé en termes d'émigration (cause de la violence, de l'intolérance religieuse, de l'insécurité, des déséquilibres des systèmes d'allocations familiales et de sécurité sociale, de la concurrence déloyale sur le marché du travail, de l'échec scolaire et de tant d'autres maux). Mais il tend aussi à formuler cette émigration en termes d'islamophobie, celle-ci finissant par associer aux émigrés, légaux ou illégaux, tous ces nationaux, de confession musulmane et souvent naturalisés depuis deux ou trois générations – les bons nationaux contre les mauvais.

La crise économique, le chômage, les disfonctionnements sociaux de l'urbanisation, les inégalités de revenus, la pauvreté, le déficit en matière d'éducation, la réalité de la violence et de l'insécurité se sont conjugués en Europe pour fertiliser la montée de populismes cimentés par la peur et la haine d'un autre – l'émigré, l'Arabe, le Rom, le jeune des banlieues. Ces populismes occupent une place grandissante dans les échiquiers politiques européens. La toute récente élection présidentielle en France a vu la droite contrainte, pour détourner les électeurs du Front national, de se saisir de certaines de ses positions sur l'émigration et sur la fameuse "identité nationale" (5). La concentration géographique dans certains quartiers ou régions des émigrés du sud de la Méditerranée et de l'Afrique subsaharienne tend certainement à biaiser la perception du poids des émigrés dans la population de l'Europe. De là, elle focalise facilement le débat sur le risque démographique. C'est là le grand argument : la natalité galopante des musulmans en Europe, alors que celle de l'Europe s'effondre, conduit inévitablement, à terme, à une prédominance des musulmans et à un écrasement de la culture européenne. Les étrangers, bien entendu musulmans, pourraient représenter entre 20 et 30 % de la population européenne en 2050, l'Italie pourrait perdre 50 % de sa population autochtone, etc. Ces chiffres clés constituent l'une des bases les plus fortes du discours des extrêmes-droites européennes (6). Des analystes plus scientifiques démontrent pourtant que ces projections ne sont pas crédibles. Elles mettent notamment en avant la chute de la fertilité féminine et les changements des modes de vie avec l'urbanisation dans les pays du Maghreb et chez les musulmans d'Europe. Une enquête du Financial Times conclut : l'islamisation, et a fortiori la charia, n'est pas une perspective envisageable grâce à une poussée démographique (7).

Il n'en reste pas moins que la question de l'émigration reste posée dans une Europe en crise. Comment mieux intégrer les populations déjà présentes en Europe ? Comment gérer des apports nouveaux dont l'Europe ne pourra pas se passer, dans le futur, en raison de son déclin démographique ? Le gouvernement de gauche, qui vient tout juste de s'installer en France, est directement confronté au problème. Sa vision d'un futur possible, notamment dans une perspective

euro-méditerranéenne, est cependant forcée de prendre en compte des réalités immédiates et dont les dysfonctionnements sont de mieux en mieux exploités par le populisme de droite. Le gouvernement de gauche n'a pas d'autre choix que de contrôler l'émigration – mais, soutiennent les socialistes, avec des approches plus humaines, au cas par cas.

Les contradictions internes de l'Europe ne sont cependant pas les seules à renforcer la vision "européocentriste" de la Méditerranée. Dans les pays de la rive Sud, d'autres forces extrémistes y contribuent également, en proclamant un discours de séparatisme culturel et d'intolérance. Ce discours, celui des salafistes, des jihadistes et des mouvances similaires, ne concerne certes que des minorités. Mais celles-ci sont violentes et capables de fortes déstabilisations politiques. Leurs outrances alimentent l'argumentaire des extrêmes droites européennes. Ces extrémismes se renvoient l'un à l'autre (8).

Le paradoxe, c'est que ces jeunes qui ont fait le printemps arabe portent confusément une vision d'une Euro-Méditerranée, celle d'un espace d'échange et de complémentarité. De multiples enquêtes réalisées au Maghreb mettent en avant l'aspiration profonde d'innombrables jeunes pour un autre avenir dans l'émigration. Celle-ci ne sera, de toute façon, possible que pour certains. Mais n'y aurait-il pas d'autres options en pariant sur l'intégration euro-méditerranéenne et sur une approche partagée de co-développement ?

L'option de l'intégration euro-méditerranéenne

Une autre formule se proposerait, au contraire de la première option, d'unifier les espaces économique, politique et humain. Elle rechercherait, en fait, une intégration complète de l'espace euro-méditerranéen dans toutes ses dimensions. Il s'agirait de refaire de la Méditerranée un espace de mobilité des personnes, comme avant Schengen, pour aboutir à un espace commun de civilité, c'est-à-dire de valeurs et de droits partagés, puis, peut-être plus tard, de citoyenneté. A terme, il s'agirait donc bien de l'élargissement de l'espace européen au-delà de la Méditerranée et de la conversion de l'utopie européenne en utopie euro-méditerranéenne. Mais il est bien clair aussi que les textes en vigueur et l'actualité politique ne semblent pas encourager cette perspective.

Ce pari semble, en effet, aller à l'encontre des idées dominantes. Il consiste à penser l'Europe moins comme un repli continental que comme un régionalisme ouvert et dynamique, et moins comme une finalité identitaire que comme une utopie porteuse d'un processus universaliste. C'est bien ce qui est tenté avec l'élargissement de l'Europe vers l'est. Pourquoi ne serait-il pas poursuivre vers le sud ce processus d'extension progressive d'un espace de paix, de tolérance, de prospérité, de solidarité et de vouloir vivre ensemble ? Au lieu de concevoir la Méditerranée seulement comme une banlieue de l'Europe, gérée par un partenariat inégal annexé au système de l'Union européenne, pourquoi ne pas prendre le risque historique de convertir cette articulation instable en une véritable Union euro-méditerranéenne,

(8) On ne peut qu'apprécier, dans ce difficile contexte idéologique, les initiatives de penseurs musulmans qui entreprennent d'expliquer différemment, et selon une démarche de raison, la place et les messages de l'Islam dans un monde moderne et en changement. (Voir, par exemple, Malek Chebel, *Manifeste pour un Islam des lumières*, Paris, Hachette 2004.)

où les différences «culturelles» ne serviraient plus de prétexte implicite à la hiérarchisation et aux clivages de l'espace humain? Il s'agit là d'un pari crucial pour l'Europe, qui met en jeu son rôle régional comme sa responsabilité mondiale.

Cette approche prendrait en compte le fait que la Méditerranée est un point de rencontre privilégié entre l'islam et la chrétienté et qu'elle reste sur ce plan exemplaire, malgré les conflits qui ont souvent accompagné dans le passé cette rencontre des cultures. Le multiculturalisme de la région, dans la mesure où celle-ci saura organiser un dialogue efficace entre les cultures, doit être considéré, en principe, comme un grand atout pour le développement, au même sens que la diversité économique, même si aujourd'hui il est vu surtout comme une contrainte. Une telle vision est, cependant, encore loin d'être perçue par les opinions publiques. La constitution d'une identité européenne renvoie, en effet, par trop à une image antagoniste des rapports inter-sociétaux et inter-culturels avec le monde arabo-musulman. Elle nourrit trop souvent aussi une idéologie du rejet de l'autre qui affecte particulièrement les millions de musulmans, de souche ou immigrés, vivant dans l'Union. Gérer ce problème implique que les Européens parviennent à assumer leur proximité humaine avec le sud de la Méditerranée et à faire tomber les barrières mentales de la xénophobie. C'est une véritable révolution culturelle à accomplir, que ne favorisent ni les préoccupations électoralistes ni les attitudes majoritaires.

Les Européens ont cependant besoin d'admettre que leur intérêt bien compris est d'aider puissamment les sociétés d'outre-Méditerranée à les rejoindre, sur le modèle de ce qui été fait pour l'Espagne ou le Portugal. Dans la longue durée, en effet, on ne peut pas imaginer une géopolitique stable en Méditerranée avec un déséquilibre durable entre une rive nord entrée dans la prospérité et une rive sud en retard dans le développement et désespérément marquée par la pauvreté et les insatisfactions sociales. Rien de tel que cette situation pour fabriquer le terreau de conflits sans solutions et pour attiser les révoltes les plus extrêmes. Le choix est là : entre l'héritage d'une Méditerranée berceau des civilisations ou l'option d'un champ clos du choc des civilisations.

Sans l'octroi de fonds structurels européens, on ne peut prétendre construire un véritable espace de solidarité, susceptible de rapprocher concrètement les hommes et leurs niveaux de vie. On ne peut pas, non plus, soutenir la transition démocratique dans des pays qui, comme le Maroc, se sont engagés dans cette voie. Sans le retour à une circulation des personnes favorisant l'émigration pendulaire, le développement local de nombreuses régions du sud de la Méditerranée risque d'être déstabilisé au profit d'une émigration définitive. Un scénario authentiquement «euro-méditerranéen» ne consisterait donc pas à «européaniser» le Sud, mais bien plutôt à «re-méditerranéiser» l'Europe et la réconcilier avec ses racines méditerranéennes.

Des investissements européens dans les pays du Sud pour développer de nouvelles activités complémentaires à celles de l'Europe (en particulier

dans les domaines les plus porteurs d'innovation) auraient pour effet de créer des pôles de développement, ceux-ci pouvant être le vecteur d'une expansion locale du Sud. Une telle approche contribuerait à générer un concept "d'émigration virtuelle", les activités allant vers la force de travail et non pas l'inverse. Mais ce concept n'aurait de valeur qu'avec un sens profond de l'égalité partenariale. Il se situerait à l'opposé des délocalisations conçues pour trouver au Sud une main-d'œuvre moins chère qu'en Europe. Cette égalité partenariale impliquerait des aides puissantes pour favoriser la formation de travailleurs de haute qualité, pour partager et relocaliser les centres de recherche/développement, pour fluidifier la mobilité des cadres du Nord vers le Sud et inversement. L'émigration virtuelle aurait pour sens de fixer dans leurs pays le plus grand nombre possible de travailleurs qualifiés, eux-mêmes fortement intégrés à des réseaux économiques réellement transméditerranéens⁽⁹⁾. Une telle approche est certainement, aujourd'hui, une utopie politique. Mais à l'échelle d'un grand marché euro-méditerranéen, elle a tout son sens au plan de l'économie. Certains investissements de partenariat euro-maghrébin dans des secteurs de haute technologie (le Maroc en est un bon exemple) montrent que cette leçon d'avant-garde a déjà été comprise par des entrepreneurs novateurs.

Dans un contexte de « régionalisme ouvert », les pays européens riverains participeraient à la fois de la dynamique d'intégration Nord-Nord de l'UE et de la nouvelle dynamique d'intégration Nord-Sud. On pourrait, en effet, concevoir comme point de départ de ce scénario alternatif des accords partiels avec un groupe réduit de pays des deux rives (comme ce fut le cas en Europe avec la CECA) sur des sujets concrets (par exemple sur l'exploitation du littoral et le tourisme). Ces accords pourraient se faire dans un cadre institutionnel permettant une généralisation progressive vers un co-développement durable. Il s'agirait en quelque sorte de mettre en marche en Méditerranée un modèle exemplaire d'intégration économique, sociale et environnementale Nord-Sud.

Un tel scénario permettrait d'éviter les risques d'un concept de « Méditerranée frontière » inhérents à une politique européenne qui, tout en étant généreuse, reste marquée par le clivage Nord-Sud. Ce développement pourrait s'intégrer sans trop de difficultés dans le processus de « Barcelone +10 ». L'un de ses points d'ancrage pourrait être la mise en œuvre, dans le cadre d'accords entre quelques pays (par exemple ceux de la Méditerranée occidentale), des recommandations avancées par la « Stratégie méditerranéenne de développement durable » qui a été adoptée en 2005 par les ministres de l'Environnement des 22 pays concernés.

Cette Stratégie se fonde sur la vision à long terme d'une Méditerranée « durable », c'est-à-dire politiquement stable, prospère et pacifique. Elle suppose le choix volontariste d'un scénario « gagnant gagnant », qui entend favoriser le co-développement du Nord et du Sud tout en exploitant les synergies positives de la gestion rationnelle de l'environnement, du

(9) Ce concept s'oppose à la cynique formule de l'émigration choisie, prônée par N. Sarkozy. Selon cette approche, les pays de l'UE s'arrogeraient le droit de sélectionner les meilleurs cadres, selon ses besoins, l'Europe tirant tout le profit d'une éducation et d'une formation entièrement financées par les pays de départ.

(10) La *Stratégie méditerranéenne de développement durable* a été élaborée dans le cadre de l'UNEP (Organisation des Nations Unies pour l'Environnement), à la demande de 22 pays méditerranéens, suite aux engagements de Johannesburg pour une régionalisation des stratégies de développement durable. Cette stratégie a été finalisée en juin 2005 à Athènes et adoptée par les ministres concernés en octobre 2005 en Slovénie. L'auteur du présent article a été, avec Guillaume Benoit, alors directeur du Plan Bleu, l'un des deux corédacteurs des projets de document successifs qui furent soumis à la multiplicité des groupes de travail et des commissions préparatoires, puis du document finalisé à Athènes.

(11) Rencontrant dans un Forum, en 2009, un ancien ministre français qui, à ce forum, représentait pour le gouvernement français l'Union pour la Méditerranée, j'avais été surpris de lui apprendre l'existence de la *Stratégie méditerranéenne de développement durable*. Il n'avait jamais reçu de fiches sur ce sujet de la part de ses collaborateurs, alors que les questions environnementales étaient, en principe, au cœur des objectifs de l'UPM.

développement et de la gestion économique. Elle souligne la nécessité d'efforts conjoints pour progresser dans la gestion durable des ressources et du littoral et valoriser les diversités naturelles et culturelles de la région. Cette stratégie soutient l'idée d'une dynamique de complémentarité et d'échange entre l'Europe et ses voisins méditerranéens, autour d'un concept fort de « destin partagé » et de responsabilités communes et différenciées. Elle fait explicitement référence à un partenariat euro méditerranéen (10).

Au cours des années qui se sont écoulées depuis 2007, la grande idée d'un partenariat euro-méditerranéen a été fortement présente dans les débats politiques. Son apex s'est situé en 2008 avec la constitution de l'Union pour la Méditerranée (UPM). De nombreux débats (dont les forums internationaux du HCP au Maroc) en avaient discuté les orientations possibles.

La « Stratégie méditerranéenne de développement durable » (SMDD) a, à cet égard, constitué un moment fort de ces débats. La préparation de ce document avait suivi le lourd cursus d'élaboration des documents des Nations Unies (groupes de travail, discussions avec les organisations de la société civile, validation par les pays membres des Nations Unies, etc.). Il s'agissait donc d'un document bien ancré dans la réflexion des pays membres des instances régionales des Nations Unies. L'OCDE, l'Union européenne, les Nations Unies, la Banque mondiale, le Plan d'action pour la Méditerranée (Barcelone) ou d'autres ont, au cours des années, produit une infinité de documents sur la Méditerranée. Mais il s'agissait, chaque fois, de rapports institutionnels soumis à l'approbation des pays concernés. La « Stratégie méditerranéenne de développement durable » semble, par contre, avoir été l'un des premiers documents d'engagement stratégique, sinon le premier, à avoir été validé politiquement par des représentants gouvernementaux de tous les pays de l'aire méditerranéenne.

L'approbation par des ministres de l'Environnement n'engageait certes pas les gouvernements mais, dans l'agenda de l'époque, il était prévu que la mise en œuvre de la SMDD soit l'un des points forts de la X^e conférence des pays membres de la Convention de Barcelone. On en attendait une validation par les chefs de gouvernement et des recommandations pour l'action. On connaît la suite. L'agenda de cette conférence fut transformé pour donner une priorité absolue aux questions de l'émigration et de la sécurité en Méditerranée. Il n'y eut même pas de référence à la SMDD. Celle-ci, sans instances propres de mise en œuvre, de suivi ou d'évaluation, sombra dans des bureaux ignorés des divers ministères de l'Environnement des pays de la Méditerranée. Personne aujourd'hui ne se souvient de l'existence d'un programme d'action qui donnait des objectifs pratiques et réalistes à des actions réellement collectives en Méditerranée (11).

L'idée de l'Union pour la Méditerranée s'est sans nul doute greffée sur ces antécédents. Mais, sans nul doute aussi, elle a été dictée par une stratégie de politique de communication beaucoup plus immédiate. Le président de tour de l'Union européenne souhaitait marquer son passage par une grande initiative pour stabiliser la situation au Moyen-Orient et relancer le processus

de négociations entre la Palestine et Israël. L'Union méditerranéenne pouvait en servir de socle. Mais il fallut accepter plusieurs compromis pour réaliser ce projet. Initialement, cette Union devait être strictement méditerranéenne. Mais, ce faisant, elle créait une fracture entre les pays du Sud européen et méditerranéen, appartenant ou non à l'UE, et les autres pays de l'UE. La Méditerranée donnait naissance à un nouvel espace politique.

L'Allemagne fit les pressions nécessaires pour éviter cette dérive, le projet devant désormais associer toute l'Union européenne aux autres pays de la Méditerranée. L'objectif n'en restait pas moins celui d'une action, initiée par l'Europe, pour stabiliser le Moyen-Orient. Les pays concernés finirent par donner leur accord mais au prix de profondes renonciations. La stabilisation politique du Moyen-Orient pouvait faire, certes, l'objet de déclarations de principe dans le discours politique, mais il ne pouvait être question de traiter des sujets moins consensuels comme l'immigration, la nature des régimes politiques des États membres ou le conflit israélo-palestinien. L'accord se fit sur des objectifs communs qui ne prêtaient pas à conflit : l'eau, l'énergie (notamment solaire), l'environnement – tout particulièrement la dépollution de la Méditerranée – et l'autoroute de la mer. La réunion fondatrice fut l'occasion d'un grand show sans aucun lendemain : réunion à la même table de négociation de Bachar al-Assad et du premier ministre israélien Ehud Olmert, des pays en guerre depuis cinquante ans, poignée de mains symbolique entre le président palestinien Mahmoud Abbas et Ehud Olmert, etc. Mais lorsque, six mois plus tard, Israël lança sa guerre contre Gaza, l'UPM révéla par son silence toute son inutilité(12). Elle végète depuis avec un secrétariat à l'abandon et seulement quelques activités dans des projets financés dans le cadre d'une structure dite Inframed. L'UPM semble être entrée dans les archives de l'histoire, ayant été, au passage, particulièrement déconsidérée par la destitution de Hosni Moubarak, son premier secrétaire général.

Les révoltes du « Printemps arabe » et les évolutions politiques qui ont suivi ou se poursuivent n'ont fait aucune référence à l'UPM. Mais elles ont forcé l'Europe à reconsidérer sa politique vis-à-vis des pays de la rive sud de la Méditerranée. La doctrine de l'UE est fondée sur la politique dite de « voisinage » qui favorise de multiples formes d'assistance dans des cadres bilatéraux. Cette assistance est, en théorie, assortie de conditionnalité en matière de respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme (et de la femme), de progrès de la démocratisation, d'acceptation de règles commerciales transparentes, etc. Le « Printemps arabe » a clairement signifié à l'Europe que les nouvelles forces politiques n'avaient aucune leçon de démocratie à recevoir d'un Occident européen qui avait soutenu les dictatures tout en imposant la conditionnalité de la démocratie ; que l'échange inégal devait se muer en partenariat paritaire. L'Europe est en train de revoir sa copie. Son intervention en Libye a été sa première correction de trajet, mais elle n'en reste pas moins dans l'expectative (que penser de tous ces régimes islamistes qui tirent le principal profit des révoltes populaires?), sinon dans l'impuissance, comme c'est le cas devant la

(12) L'Union pour la Méditerranée, officiellement dénommée « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », est une organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale. Elle a été fondée à l'initiative du président de la République française, Nicolas Sarkozy, le 13 juillet 2008, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne. Son siège est hébergé à Barcelone. Elle rassemble des États riverains de la Méditerranée et l'ensemble des États membres de l'Union européenne (UE). Elle compte ainsi 44 membres : aux 27 membres de l'Union européenne s'ajoutent l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, Monaco, le Monténégro, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et la Ligue arabe (en tant que telle). Le président de l'Égypte, Hosni Moubarak a été, jusqu'à sa destitution, son premier secrétaire général. Il a été remplacé en juillet 2011 par le Marocain Youssef Amrani. Celui-ci a quitté son poste pour devenir ministre dans le gouvernement Benkirane.

(13) Les institutions ont, cependant, la vie dure et elles perdurent par leur force d'inertie. Le 26 mai, la nouvelle secrétaire d'Etat pour la Coopération du gouvernement socialiste dirigé par J.M. Ayrault annonçait la signature d'un financement, dit *Inframed*, de 385 millions

d'euros pour des projets conçus dans le cadre de l'UPM. Il s'agissait, de toute évidence, d'un projet formulé sous le précédent gouvernement, mais qui n'est arrivé à la signature ministérielle qu'après le changement de gouvernement.

sanguinaire répression en Syrie. Ce qui est sûr, c'est que les rapports hérités des situations coloniales devront être totalement reconstruits. Sous quelle forme? C'est ce que nous diront les évolutions politiques au Maroc, en Tunisie, en Libye, en Égypte et ailleurs. Le partenariat euro-méditerranéen est plus que jamais une nécessité pour de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud. Mais il faudra peut-être un long chemin pour relancer le processus. Le débat reste néanmoins ouvert comme le montre, par exemple, le blog de J.L. Guigou qui demandait, en février 2012: Quel avenir pour l'Union pour la Méditerranée?

Le Maghreb dans les problématiques euro-méditerranéenne et mondiale

Ce rapide survol des options auxquelles le Maghreb est confronté dans son contexte méditerranéen et euro-méditerranéen ouvre quelques grands questionnements sur la place que le Maghreb pourrait trouver dans ce contexte dans les toute prochaines décennies. Les questions qui se posent concernent particulièrement la place géostratégique du Maghreb du fait de sa position géographique et de ses rapports avec l'Europe, ses relations avec ses voisins au sud du Sahara et dans le monde arabe et son insertion dans la mondialisation.

Le Maghreb et l'Euro-Méditerranée

Le premier facteur susceptible de peser sur le futur de cette région tient à la nature de sa géographie. La place du Maghreb à la rencontre extrême de l'Europe et de l'Afrique, à la charnière de la Méditerranée et de l'Atlantique et à celle des deux Méditerranées, orientale et occidentale, en fait un enjeu majeur de la géopolitique mondiale. Cette position lui donne une importance particulière dans la sous-région de la Méditerranée occidentale, qui, du côté de l'Europe, va de l'Italie à l'Espagne et, sur la rive africaine, de la Libye au Maroc.

L'appartenance du Maghreb à plusieurs mouvances régionales constitue un autre facteur de réappréciation de sa capacité de négociation et de son rôle géopolitique. Il s'inscrit dans le cadre très large du Partenariat euro-méditerranéen, tel qu'il a été défini à Barcelone. Mais il est, en même temps, fortement lié, par son histoire, ses rapports culturels, ses mouvements migratoires, à l'Europe occidentale. Par ses échanges économiques, par les négociations d'association que ses principales composantes ont entamé, le Maghreb est, en même temps, associé à la dynamique de l'Union européenne. Cette dynamique est certainement l'une des plus déterminantes, et elle rend le Maghreb très sensible aux évolutions et aux grands choix de l'Union européenne.

L'appartenance au Maghreb a de très fortes racines historiques, mais elle est aussi l'expression forte de complémentarités régionales évidentes. Leur

logique s'est, dès les indépendances, imposée aux trois pays du Maghreb qui l'ont institutionnalisée en créant l'UMA. Les raisons qui en ont, jusqu'à maintenant, freiné la dynamique tiennent à des oppositions politiques de circonstance qui, entretenues depuis presque trente ans, ont occulté les vrais débats sur le fond. Ces oppositions, grandies par les attitudes nationales, semblent en effet secondaires lorsqu'elles sont confrontées aux exigences géopolitiques de la coopération maghrébine. Replacée dans la perspective longue, la coopération maghrébine s'impose pour des raisons évidentes d'échanges et de complémentarités Est-Ouest. Mais elle s'impose aussi pour que les trois pays du Maghreb, qui ont, séparément, les mêmes ambitions d'association avec l'UE, puissent négocier sur de meilleures bases avec cette institution. Le facteur euro-méditerranéen apparaît ainsi comme l'un des déterminants de la place possible du Maghreb dans la géopolitique.

La version « Méditerranée occidentale » apparaît comme une variante des problématiques précédentes. Elle pose, en effet, la problématique euro-méditerranéenne de même que celle du Maghreb dans le cadre plus immédiat de cette sous-région. Politiquement, celle-ci s'étend, au sud de la Méditerranée, de la Libye à la Mauritanie et, au nord, de Malte au Portugal. Le dialogue dit 5+5 constitue une amorce de cadre institutionnel pour discuter les problèmes communs de cet ensemble. Les intérêts communs les plus concrets tendent, cependant, à circonscrire le dialogue à l'Italie, la France, l'Espagne et aux trois pays du Maghreb. Ce cadre, encore peu structuré, constitue une tribune nouvelle qui permet aux pays les plus directement intéressés d'aborder de façon à la fois plus concrète et beaucoup mieux ciblée des problématiques abordées de façon trop générale dans le cadre institutionnel du Partenariat euro-méditerranéen, trop imprécis, ou dans celui, trop large, de la politique de voisinage de l'Union européenne.

Les réflexions que l'on pouvait faire en 2007 sur cette thématique du Maghreb et de la Méditerranée restent toujours d'actualité en 2012. Le facteur géographique qui place le Maghreb à la jonction de l'Atlantique et de la Méditerranée et qui en fait un lien avec l'Afrique subsaharienne, demeure une donnée majeure de la géopolitique. Le Maroc est, à cet égard, une pierre de touche de cette construction. L'immense chantier du Tanger Med en traduit l'ambition de façon particulièrement réaliste. Sur le plan international, le Maroc est aussi en première ligne. En 2009, le Haut Commissariat au Plan du Maroc (HCP) avait pris l'initiative d'un forum international sur le thème : "Initiative tricontinentale atlantique". Poursuivant son engagement, le HCP organise en novembre 2012 un second forum international "Pour une Initiative tricontinentale atlantique".

La grande question demeure cependant la volonté des pays du Maghreb pour une relance de la construction de l'UMA. Les lignes ont peu bougé depuis 2007. Quelles seront, sur cet engagement, les positions futures de la Tunisie et de la Libye ? Il est probable que les difficultés posées par la transition et la stabilisation politique interne ne vont pas être favorables à une évolution rapide

(bien que le nouveau gouvernement marocain ait déjà manifesté son souhait de nouvelles relations avec la Tunisie). Le grand déséquilibre qui doit être surmonté tient en grande partie aux écarts économiques entre les deux grands pays pétroliers, l'Algérie et la Libye, et les trois autres pays de l'UMA. Les choix que fera la nouvelle Libye seront, à cet égard, déterminants, et ils pourraient influencer (mais dans quelle direction?) ceux de l'Algérie.

Maghreb et Afrique subsaharienne

Le Maghreb s'inscrit par ailleurs dans une logique tournée vers l'Afrique. Celle-ci a des racines historiques profondes. Les routes sahariennes les plus fréquentées, vers l'ouest celles du Mali et du Sénégal vers le Maroc par Tindouf et celle de Gao vers le Maghreb central par le Touat, vers l'est celles qui connectaient les pays tchadiens avec la Méditerranée par le Kawar et le Fezzan ont été, tout au long de l'histoire, de puissants traits d'union. C'est ainsi, par exemple, que le commerce de Fès au XIX^e siècle était largement articulé à l'Afrique occidentale. Pendant la plus grande partie du XX^e siècle, par contre, ces courants ont été détournés par la polarisation maritime vers l'Europe, aussi bien du Maghreb que de l'Afrique occidentale. L'importance croissante des investissements maghrébins au Sénégal, au Mali, au Niger et ailleurs semble, cependant, montrer que les opportunités de ces marchés sont de plus en plus redécouvertes, bien qu'encore avec modestie.

Les scénarios du futur invitent les pays du Maghreb à s'interroger plus en profondeur sur leur rôle africain. Le XXI^e ne pourra pas ignorer l'Afrique subsaharienne et la cantonner dans la marginalité et l'aide humanitaire. Il s'agit, en effet, d'un marché potentiel énorme. La liaison de ce marché avec l'Europe se fera par deux ou trois routes privilégiées, comme par exemple celle qui va de Tanger à Dakar et relie l'Europe aux régions les plus riches de l'Afrique occidentale. Ces données sur les marchés et sur les routes commerciales invitent les pays du Maghreb à donner beaucoup plus d'importance à l'option africaine et à retrouver la fonction d'intermédiation qui, à d'autres périodes de l'histoire, a assuré une grande partie de leur richesse. Le souci sécuritaire invite, par ailleurs, à renforcer considérablement la coopération avec l'Afrique subsaharienne. L'impuissance des gouvernements du Sahel a, en effet, laissé se développer des zones de non-droit où s'établissent des bases de terrorisme qui pourraient devenir un puissant facteur de déstabilisation dans tout l'ensemble régional qui va du Sahel à l'Europe. Ce facteur sécuritaire s'impose de plus en plus comme un facteur incontournable de coopération entre les pays du Maghreb et de l'Europe, en transcendant, par nécessité, d'autres raisons de conflits.

L'option Maghreb-Afrique subsaharienne reste toujours au premier plan des choix de la géopolitique. Ces dernières années, les initiatives se sont multipliées pour créer des activités économiques maghrébines (particulièrement marocaines)

dans des pays du Sahel. Mais les risques posés par les zones de non-droit dans le Sahel, que l'on signalait en 2007, se sont considérablement accrus et concernent aujourd'hui des espaces immenses qui affectent la Mauritanie, le nord du Sahel, le Sud algérien, une grande partie de la Libye, les pays Toubbou de Libye et du Tchad, le Darfour au Soudan. Cet espace au sud du Sahara devient une barrière entre le nord et le sud, mettant en péril les communications routières traditionnelles et soustrayant des territoires entiers au contrôle des États.

Le cas du Mali est d'une très grande gravité, car les ruptures s'accompagnent d'une conquête idéologique importée qui s'est, probablement pour des raisons d'opportunité politique, imposée à des populations touareg, dont les traditions culturelles et religieuses étaient étrangères à cette idéologie. Dans tout cet espace, l'idéologie islamiste la plus radicale, implantée par Al Qaida au Maghreb et renforcée par les mercenaires revenus de Libye, tend à devenir le support politique d'une affirmation identitaire de populations longtemps marginalisées et longtemps cantonnées dans une revendication portées seulement par leur identité ethnique.

L'extension de ces territoires de non-droit pourrait, cependant, devenir un puissant facteur de coopération entre les pays du nord et du sud du Sahara. Les menaces, en effet, concernent ces pays de la même façon, et seules des initiatives conjointes, éventuellement soutenues par l'Union africaine (et même par des puissances extérieures – la CIA est déjà active pour former des cadres sahéliens à la lutte anti-terroriste) pourront modifier le cours des événements. Une telle coopération ne pourrait déboucher que sur de nouvelles formes d'association politique et économique. En arrière-plan, en effet, se pose la question de l'émigration, qui deviendra au cours des prochaines décennies de plus en plus pressante, au fur et à mesure que la désertification, accélérée par le changement climatique, rendra les conditions de vie dans le Sahel de plus en plus aléatoires. Cette perspective laisse entendre que l'aspect militaire du combat pour réinstaller les États dans les territoires sahariens dominés par les rebellions n'est qu'un aspect du problème. Son véritable fondement repose sur les options de développement économique. Cet enjeu devient une question essentielle aussi bien pour les pays du Maghreb que pour les pays de l'UE.

Le Maghreb et le monde arabe

A toutes ces inscriptions ou appartenances régionales du Maghreb s'ajoute également celle du monde arabe. Le Maghreb y est rattaché par son héritage culturel et par son appartenance à la Ligue arabe. L'unité de langue et de religion, de même que le partage de valeurs culturelles, en fait un immense espace d'échange et de circulation des hommes, indépendamment de son articulation à l'Europe et à l'Afrique. Sa géostratégie ne peut pas ignorer certains des avantages qu'il peut en tirer en termes d'attraction des investissements arabes, de marchés privilégiés, de circulation des hommes, d'échanges culturels. Il est certain que les points forts de cette appartenance n'ont jamais été bien valorisés, tant sur le plan politique qu'économique.

L'expérience historique montre, cependant, que la paix et la stabilité du sud de la Méditerranée ne peuvent pas se construire sans prendre ce cadre en considération. Le rôle qu'ont pu jouer les pays du Maghreb, à certains moments des conflits du Moyen-Orient en confirme l'importance potentielle. Ce rôle pourrait être à nouveau décisif dans la géopolitique future, en particulier en donnant des points d'ancrage aux politiques de stabilisation. Plus, en effet, le Moyen-Orient entre dans une transition agitée (avec des risques énormes de dérapage), plus la démocratisation y balbutie et ne débouche que sur des idéologies simplificatrices, plus, en revanche, s'accroît l'importance des points d'ancrage.

La Méditerranée musulmane dispose aujourd'hui de quelques points qui pourraient aider à limiter les dérapages et apporter des références alternatives sur les plans politique, religieux et social. Les points d'ancrage qui pourraient, dans un horizon peu lointain, se révéler particulièrement significatifs semblent être ceux qui se situent aux deux extrémités de la Méditerranée : la Turquie et le Maroc. Dans ces deux pays, la démocratisation est en cours, la religion ne s'oppose ni à l'Etat de droit, ni à la transformation et la modernisation de la société. Tous deux sont largement tournés vers l'Europe et aspirent aux mêmes valeurs socio-politiques. L'évolution réussie de ces deux pays est essentielle, car elle proposerait un modèle alternatif au monde arabo-musulman. Dans la construction de ces nouvelles références, le rôle du Maroc serait encore plus décisif que celui de la Turquie. Le Maroc, en effet, part de plus loin dans son effort d'adaptation de l'islam à la modernité sociale. Il a cependant montré, avec la *Moudawana*, que ceci était possible. La personnalité religieuse de son souverain lui donne, par ailleurs, une autorité pour intervenir dans le champ religieux que l'on ne trouve pas dans les autres pays arabes. Le Maroc est aussi, à la différence de la Turquie, considéré comme un pays du monde arabe. Mais il accepte cette appartenance tout en affirmant sa diversité culturelle et notamment ses racines dans « l'amazighité ». Autant de facteurs qui donnent au Maroc une potentialité unique dans la géostratégie du Maghreb dans l'Euro-méditerranée.

L'appartenance au monde arabo-musulman n'est, cependant, en aucun cas susceptible de se substituer aux autres appartenances, et, à cet égard, l'idée d'un Grand Moyen-Orient, vu comme une grande entité politico-économique, semble irréaliste. Mais il est aussi certain que son appartenance au monde arabe se rajoute aux autres pour inviter le Maghreb à s'engager dans un « régionalisme ouvert ».

Ces considérations de 2007 prenaient en compte un monde arabe certes très diversifié mais bien contrôlé par des régimes autoritaires qui pouvaient lui donner un leadership et la force économique de la puissance pétrolière. Les pouvoirs forts du monde arabe pouvaient aussi compter sur de solides alliances avec les États-Unis et l'UE, celles-ci justifiées par l'interdépendance des intérêts économiques et par une solidarité contre le terrorisme de l'islamisme radical.

Les révoltes du « Printemps arabe » ont bouleversé cette donne, et l'on ne voit pas encore très bien comment se recomposera le paysage politique arabe. Ce que l'on voit surtout, ce sont des fractures. Les révoltes démocratiques ont exprimé un rejet profond des régimes autoritaires. L'Arabie saoudite, les pays du Golfe, l'Algérie ont su contenir les revendications sociales au prix d'une affluence d'aides financières. Le Maroc a réagi en donnant un coup d'accélérateur à un processus de démocratisation engagé depuis longtemps. La Jordanie a dû, pour sa part, faire des concessions sociales et politiques. La Tunisie est, elle, trop ancrée dans la modernité pour ne pas réussir sa transition, mais sera-t-elle sur une même ligne politique que l'Arabie et les pays du Golfe? On se demande, par contre, où iront la Libye, l'Égypte et le Yémen. Comment, en particulier, évoluera l'alliance stratégique de l'Égypte avec les États-Unis? Comment ces fractures joueront-elles sur la question de la Palestine? La fragilité de la Ligue arabe s'est nettement manifestée par son impuissance devant les dramatiques conséquences de la révolte populaire en Syrie. A cela s'ajoutent les fractures du monde musulman dans les pays du Machreq, où l'on voit resurgir les fractures entre sunnites et chiites (voir plus haut).

Le remarques que nous faisons sur la place particulière du Maroc et de la Turquie dans ce paysage politique nous semblent être toujours justifiées. Une évolution du premier vers un modèle à la turque semble d'autant plus crédible que le gouvernement actuel du Maroc s'est, plus ou moins explicitement, donné ce même modèle politique. La démocratisation, qui semble l'accompagner, pourrait ouvrir des voies nouvelles à des recompositions politiques. L'un des points forts de la nouvelle constitution du Maroc concerne l'affirmation des identités régionales et, en particulier celle de "l'amazighité". Autant de distance vis-à-vis d'une arabité politique héritée du nassérisme et du temps des luttes coloniales. Le monde arabe de l'époque semble être appelé à devenir un monde multipolaire, de plus en plus marqué par la diversité des régimes politiques.

Maghreb, libre-échange et mondialisation

Le Maghreb, engagé depuis longtemps dans la libéralisation de son économie, semble avoir donné une accélération à son entrée dans la mondialisation en signant, sur des bases bilatérales, des accords diversifiés de libre-échange, comme, notamment, l'accord passé entre le Maroc et les États-Unis. Ces accords offrent, incontestablement, des opportunités nouvelles, mais les retards du système entrepreneurial des pays maghrébins risquent de les mettre en position de faiblesse. Leurs déficits dans ce domaine ne leur permettent, pour le moment, ni de concurrencer sur leur propre sol les entreprises étrangères, notamment américaines, ni de satisfaire les exigences de qualité et d'innovation pour se placer sur les marchés qui lui sont ouverts aux États-Unis et dans les pays développés. Le scénario possible a deux facettes: ou bien les entreprises maghrébines arrivent à s'adapter ou font l'objet de créations nouvelles pour entrer dans l'innovation – notamment

dans les créneaux protégés par la transition prévue par les accords – ou bien nombre d'entre elles disparaîtront, laissant place à un marché dominé par des réseaux d'entreprises des pays industriels dominants. Cette dernière hypothèse ne serait pas nécessairement négative si elle s'accompagnait de créations de filiales animées par des entrepreneurs nationaux, une évolution possible mais non garantie.

Ce qui semble, par contre, probable, c'est que certains accords de libre-échange rendront plus difficiles les négociations prévues, dans un autre cadre, pour une association avec l'UE à partir de 2010. La nature de certains accords de libre-échange impose, en effet, leurs normes à tout nouvel accord, ce qui pourrait entraîner des incompatibilités que les négociations avec l'UE auront du mal à dépasser (selon ces règles, en effet, il ne peut pas y avoir d'accord d'intégration à des niveaux supérieurs à ceux de l'accord de libre-échange). On doit aussi noter que les accords de libre-échange ont une base bilatérale et n'ont pas d'effets transversaux pour faciliter les échanges entre les pays signataires des mêmes accords avec les États-Unis ou d'autres pays.

Le Maghreb s'interroge, certes, sur la mondialisation et le libre-échange mais, en même temps, il semble ne pas bien prendre la mesure de certains des plus importants changements économiques du monde. Au-delà du discours sur la compétitivité, en effet, on ne voit pas encore émerger de stratégies commerciales au Maghreb pour aborder les marchés parmi les plus porteurs de l'économie monde, ceux du groupe dit BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). On ne peut pas imaginer les futurs du Maghreb sans intégrer ces nouvelles données.

Les lignes ci-dessus ont été écrites dans un contexte encore euphorique de la mondialisation. On savait, certes, que la mondialisation était essentiellement une mondialisation de la finance, mais les taux de croissance de l'économie semblaient justifier les politiques totalisantes du libre-échange et de l'internationalisation des marchés. Puis survint la crise de 2008, une crise dont les conséquences, quatre ans plus tard, mettent encore le monde en danger. Brutalement, les économistes (et les politiques) découvraient que les comportements des financiers pouvaient être irrationnels et que la fameuse "main invisible du marché" d'Adam Smith n'avait pas su maîtriser les distorsions provoquées par un détournement du financement de l'économie réelle vers celui de l'économie spéculative. Ce choc a fait redécouvrir la nécessité d'une régulation de la finance, celle des interventions des États, celle des politiques distributives. Le keynésianisme, si honni par la pensée libérale, redevient d'actualité. Le protectionnisme redevient une tentation, et certaines économies commencent à le mettre en application. La gouvernance économique mondiale devient un thème central des agendas politiques.

Où va la mondialisation ? Les économistes, qui n'ont pas su prévoir les crises, ne trouvent plus de réponses dans leurs études, et leurs modèles ne sont plus que des jeux, découplés d'une réalité que personne, pour le moment, ne maîtrise.

La mondialisation est devenue sauvage : compétitivité et lutte pour les parts de marchés, lutte pour l'accès aux ressources énergétiques et minérales, aux terres cultivables. Nul ne sait comment le monde se sortira de la crise actuelle et à quel prix. Mais on sait, de plus en plus nettement, qu'il faudra changer notre modèle de consommation, que nous devons nous adapter à la limitation absolue des ressources de la planète, que notre avenir dépendra des flux incessants de l'innovation. L'humanité a une vocation prométhéenne, et elle trouvera des solutions que nous ne soupçonnons pas aujourd'hui. Mais l'humanité peut aussi être aveugle. Les civilisations aussi sont mortelles, rappelait Paul Valéry. Avec tant d'interrogations et de doutes, quel prospectiviste pourrait raisonnablement se demander ce que pourrait être la place du Maghreb dans la mondialisation ?

Le Maghreb dans les scénarios du futur

Ce survol du Maghreb dans la géostratégie du monde semble mettre en évidence plusieurs dimensions entrecroisées. La tendance lourde est celle qui l'inscrit dans une Euro-Méditerranée potentielle. Dans cet ensemble s'inscrivent deux cercles de structuration géopolitique, celui du Maghreb (à trois pays) et celui de la Méditerranée occidentale. En même temps, le Maghreb ne semble pas pouvoir échapper à sa dimension africaine, pas plus qu'il ne peut ignorer sa place et son rôle possible dans le monde arabe. Le Maghreb, enfin, s'est ouvert sur la mondialisation, et il est donc contraint de mieux en partager les opportunités en développant sa capacité à exploiter les marchés nouveaux des pays de l'OCDE et en se tournant vers les marchés des grandes économies émergentes qu'il a largement ignorées.

Ces appartenances se recouvrent souvent, elles dessinent des espaces de dimensions très variables, et elles ont des logiques souvent différentes. La formule du « régionalisme ouvert » constitue la réponse empirique qui pourrait être apportée pour gérer les appartenances multiples des pays du Maghreb dans la géopolitique. C'est dans un contexte ainsi diversifié que les scénarios sur les opportunités et les risques devraient être analysés.

Parmi les ruptures possibles, la rupture la plus lourde de conséquences serait celle qui verrait l'enlisement de l'option euro-méditerranéenne avec une fermeture de l'Europe. Cette rupture forcerait les pays du Maghreb à se tourner vers d'autres options régionales ou mondiales. Quels en seraient alors les cheminements gagnants ? Les scénarios ne doivent pas exclure, non plus, des ruptures majeures comme celle résultant d'une crise énergétique ou d'une crise monétaire résultant de l'endettement américain. Dans quelle mesure le Maghreb en serait-il affecté et quelles seraient ses alternatives ? Le terrorisme international pourrait s'aggraver et, en renforçant le sécuritaire, conduire à une régression de la démocratisation. Mais d'autres ruptures pourraient, au contraire, avoir un impact positif. Ainsi, par exemple, la question saharienne n'est pas nécessairement condamnée à l'enlisement. Une ouverture prometteuse relancerait le Maghreb, libérant d'un seul coup des potentialités explosives et

mises trop longtemps en attente. Une évolution du conflit israélo-palestinien avec un retour à la « *realpolitik* » pourrait, elle aussi, changer complètement les dominantes de la géostratégie de la Méditerranée. Une évolution forte des pays du Maghreb sur le plan de la démocratisation et de la modération religieuse aurait une importance décisive sur les nouvelles options de la région.

Cette conclusion se plaçait, de façon optimiste dans une perspective euro-méditerranéenne. Cette perspective reste la meilleure, et on ne peut que souhaiter que les évolutions des prochaines années aident à dépasser les raisons des blocages, surtout celles qui incitent le Nord à se fermer sur le Sud et celles qui obstruent encore les négociations sur la Palestine.

Mais cette conclusion insistait aussi sur les risques. On a vu que ces risques demeurent et que certains, comme le terrorisme international et le radicalisme islamiste, se sont aggravés, ceux-ci élargissant leur emprise territoriale en Afrique, en Somalie et au Yémen.

L'un des risques que nous évoquions était aussi celui d'une crise monétaire que l'on attribuait à l'endettement américain. Cette crise a eu lieu, non pas en raison de l'endettement public américain, comme nous l'imaginions, mais en raison de l'endettement privé des Américains qui a conduit les banques spéculatrices aux bords de la faillite. La crise énergétique reste aussi une menace, mais aujourd'hui, on tend à y voir une crise beaucoup plus grave, celle de la raréfaction des ressources de la planète. Nous avons vu, en évoquant la mondialisation, que le monde ne savait pas encore comment maîtriser les conséquences de la crise économique et encore moins les conséquences des ruptures prévisibles en matière d'approvisionnement en ressources rares : minerais, terres agricoles, forêts et, surtout, l'eau.

La planète a désormais besoin d'une mondialisation. Mais celle-ci ne doit plus être vue sur le seul plan de l'internationalisation des marchés du monde. Celle-ci doit être repensée en termes de gouvernance mondiale, de gouvernance de la finance, de la sécurité, du développement durable.

Le dernier point est, sans nul doute, celui qui nous interpelle le plus. Le changement climatique est désormais inéluctable. Les prochaines générations devront vivre avec, et elles devront mobiliser toutes les ressources de la science et de l'innovation pour s'y adapter et en limiter les effets destructeurs. Un rôle essentiel incombera aux responsabilités individuelles pour des comportements adaptés aux difficultés et à la rareté.

Mais nous pouvons facilement deviner qu'une gouvernance mondiale n'est pas pour demain et que, dans les prochaines décennies, nos systèmes politiques resteront encore dominés par des intérêts nationaux ou régionaux. Nous pouvons prévoir que les mécanismes de régulation politique ne seront pas encore en place lorsque se poseront, avec une intensité croissante et de plus en plus vite, les problèmes humains entraînés par le changement climatique. Comment alors ferons-nous face au manque d'eau qui affectera d'immenses populations ? Comment gérerons-nous les millions d'éco-réfugiés qui abandonneront les terres désertifiées ou les deltas densément peuplés gagnés par les eaux maritimes ?

Nous ne pouvons que craindre une infinité de conflits pour la possession des eaux des bassins transfrontaliers, pour l'appropriation des ressources rares, pour l'occupation des terres cultivables et, surtout, pour la protection contre les masses misérables des éco-réfugiés des pays voisins. Nous ne pouvons qu'imaginer une extension des maladies, des famines, des guerres et des massacres de populations. Les démographes pensent que la population mondiale se stabilisera, vers 2050, autour de neuf milliards d'habitants. Mais on peut aussi imaginer que ce chiffre ne sera jamais atteint en raison de toutes les pertes humaines que l'on peut craindre au cours des prochaines décennies.

Nous devons changer notre façon de produire et de consommer. Un Européen moyen consomme 750 kg par an de produits alimentaires et hygiéniques. 10 % de ce poids correspond aux emballages. Plus de 300 kg de produits finissent avec les ordures. Nous devons apprendre à produire autrement, apprendre à gérer nos ressources de façon durable et équitable. Nous devons revoir nos modèles de production. Mais lesquelles des multinationales qui contrôlent l'agroalimentaire, nos produits de consommation, notre électroménager, tous nos produits sont prêtes à assumer les coûts d'une transition technologique ? Il suffit de voir les résistances américaines au traité de Kyoto sur le climat pour bien comprendre que les grandes entreprises se refuseront aussi longtemps que possible à revoir leurs critères de productivité industrielle et leurs pratiques commerciales du "toujours acheter plus".

La réponse ne pourra venir que de mouvements d'opinion forts, venant de masses responsabilisées et conscientes. Seuls de tels mouvements peuvent faire pression pour un changement. Tout ce qui s'est fait pour la défense de l'environnement depuis une quarantaine d'années l'a été grâce à des mobilisations de citoyens conscients et déterminés. Aujourd'hui, on devrait pouvoir faire plus encore avec les moyens de communication et de mobilisation des réseaux sociaux. Les mobilisations sociales de demain passeront par l'incroyable savoir politique que la jeunesse a su maîtriser à travers Internet et dont les révoltes arabes nous ont donné l'exemple.

Mais faudra-t-il attendre que suffisamment de catastrophes se soient accumulées pour que l'on se décide enfin à prendre conscience et à agir ?